

BILLET AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES DE JUN 2024

Christian BIALÈS (le 27 juin)

Je suis tellement en souci de ce qui arrive à mon pays, et je crains tellement pour ce qui peut advenir que j'écris ces quelques lignes pour m'imposer à moi-même une réflexion, sans faire d'elles pour autant un début de disputation parce que ce site, à vocation essentiellement économique et pédagogique, ne peut en être correctement le lieu.

Mais cette réflexion s'impose à moi parce que nous vivons un moment inédit et inouï où la crise politique peut se transformer en crise de régime. La démocratie est mise en danger : comme la tolérance - je veux parler de celle qui ne relève surtout pas d'un discours moralisateur - fait partie de ses valeurs fondamentales, il devient, certes paradoxalement, mais pourtant absolument nécessaire de combattre l'intolérable.

Ce qui est intolérable aujourd'hui, c'est la montée de la violence politique - et pas seulement politique - à laquelle on assiste, ce qui fait peur et honte (on ne peut d'ailleurs que se désoler de la médiocrité assez généralisée et souvent mêlée de pleurerie de notre personnel politique contemporain, ce qui explique en grande partie la situation actuelle).

Mais ce qui est particulièrement intolérable aujourd'hui, et ce qui exaspère sans doute une majorité de nos concitoyens, c'est que l'offre politique se réduit dramatiquement à trois blocs, tous trois *extrémisés* - en ce sens qu'ils sont intolérants et populistes et souvent radicalisés dans leurs idées et dans leurs comportements - : un bloc de gauche extrémisée, sous la férule de Jean-Luc Mélenchon, un bloc de droite extrémisée dominé par Marine Le Pen et un bloc de centre extrémisé, conduit par l'actuel Président de la République, cet « extrême centre » résultant lui-même non pas d'une addition des extrêmes mais au contraire d'une exclusion des extrêmes, de gauche et de droite (je pense ici aux réflexions de Pierre Serna et de Pierre Bouthillon).

Cela explique qu'on ne sache plus où placer le « front républicain » et que chaque bloc veuille « faire barrage » aux deux autres. Par ailleurs, le fossé entre les « élites politiques », à quelque bloc qu'elles appartiennent, et la majorité des citoyens ne cesse de s'élargir : les blocs politiques « extrémisés » font penser à des oligarchies, non seulement parce qu'en leur sein le pouvoir n'est détenu que par quelques-uns mais aussi parce qu'y domine très souvent une tyrannie de minorités, ceci et cela étant absolument contraires à la démocratie ; et un mur d'incompréhension s'élève toujours plus haut entre les élites intellectuelles, médiatiques, culturelles et artistiques et le peuple des couches populaires et des classes moyennes (voir annexe 1).

De surcroît, les élections vont se dérouler dans un contexte économique et social on ne peut plus défavorable, ce qui rend totalement irréalistes, voire même insensés, les programmes économiques des trois blocs (voir annexe 2).

Au total, notre démocratie est attaquée par les pathologies des extrêmes et notre République n'est plus vraiment en mesure de défendre ses valeurs et ses principes, en particulier celui de la laïcité (je renvoie au livre collectif paru en 2006 aux éditions de La Dispute : « Démocratie aux extrêmes ; sur la radicalisation politique »).

Le pacte social est défait, la société en est gravement malade, l'État est trop absent et/ou inopérant et la nation n'est plus vraiment synonyme de « peuple » dans un sens politique du terme, comme à l'époque de la Révolution française (n'oublions pas la signification profonde d'« assemblée nationale » donnée le 17 juin 1789 : on peut même considérer que la Révolution française commence vraiment ce jour-là, c'est-à-dire quand, un mois après la réunion à Versailles des états généraux, les députés du tiers état, considérant qu'ils représentaient les « quatre-vingt-seizième centièmes au moins de la nation » se proclament « Assemblée nationale ». Ils font acte de souveraineté en matière d'impôt et décident d'élaborer une constitution limitant les pouvoirs du roi, décision proprement révolutionnaire : la souveraineté réside désormais non plus dans la personne du monarque mais dans la nation qui l'exerce par l'intermédiaire de représentants qu'elle choisit).

La conclusion à ce bref billet, on peut la trouver dans l'éditorial que Riss a donné dans Charlie Hebdo hier, mercredi 26 juin.

Qu'il me soit donc permis de le reproduire in extenso :

Édito

Si « Charlie Hebdo » n'en parle pas, qui le fera ?

RISS

Dans quel état la France, la gauche et la droite sortiront-elles de cette crise politique inédite ? C'est la quatrième fois qu'on vous fait le coup du « front républicain » contre l'extrême droite. La première, c'était en 2002, quand Jean-Marie Le Pen était arrivé derrière Jacques Chirac. Au second tour, la gauche se résigna à voter Chirac. La même situation se répéta en 2017 et en 2022 entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Combien de fois ce piège va-t-il être utilisé pour vous forcer à voter pour un candidat dont vous ne voulez pas ?

Contrairement aux précédents cas de figure, cette fois, vous ne votez pas pour un président, mais pour des députés. Ce n'est donc pas entre deux postulants que vous devrez choisir mais entre 4 011 candidats répartis sur tout le territoire, dans 577 circonscriptions. Rien à voir avec 2002, 2017 et 2022. Le « front républicain » n'a donc pas lieu d'être ! Au premier tour, on est libre de voter pour qui on veut. C'est seulement au second tour que cette question se posera peut-être.

Pour le moment, la gauche se présente unie sous la bannière Nouveau Front populaire (NFP). Que vaut cette coalition de circonstance, actuellement en deuxième position dans les sondages, derrière le RN ? On entend déjà des protestations contre ce qui ressemble à un hold-up politique, où, pour faire barrage à l'extrême droite, on met les électeurs de gauche en demeure de voter aveuglément pour les candidats présentés sous le label Nouveau Front populaire, dont on sait qu'il est cornaqué par les dirigeants de La France insoumise. Voter pour ce mouvement, est-ce voter pour la gauche ou pour La France insoumise ? Car La France insoumise ne représente qu'une partie de la gauche en France. Et elle a de plus en plus de mal à cacher ses divisions. Mais gare à celui qui ose le dire, il risque d'être écarté comme certaines figures historiques de ce parti ou, pire, d'être accusé de faire le jeu du RN et des fascistes.

Charlie Hebdo a toujours emmerdé le Front national et

d'ailleurs très dérangeant d'entendre autour de soi des gens autoproclamés de gauche exiger de nous que l'on vote aveuglément pour eux, au nom du prétendu « front républicain », et donc de nous taire sur la laïcité. Nous ne le ferons pas, car nous ne sommes inféodés à personne et nous défendrons toujours notre indépendance sur tous les sujets et en toutes circonstances.

Pourquoi insister sur cette question cruciale, mais que tout le monde évite ? Parce que, en politique, il faut distinguer entre ce qui est structurel et ce qui est conjoncturel. Augmenter le smic ou diminuer les impôts, ce n'est pas structurel, et un gouvernement peut redéfinir sa politique en fonction des circonstances. Le budget et les lois de finances sont discutés et votés chaque année, et peuvent être adaptés aux impératifs économiques et sociaux du moment. On voit ça tout le temps. Par contre, les règles de la laïcité, elles, touchent aux fondements mêmes de la démocratie. Elles ne sont pas négociables, et faisaient consensus depuis 1945. La gauche se veut l'héritière du Conseil national de la Résistance (CNR), où siégeaient des personnalités issues des différentes familles politiques. Certains candidats qui défendent ces valeurs sont peut-être de droite ou centristes. Et alors ? François Bayrou et Nicolas Sarkozy avaient bien témoigné en faveur de *Charlie Hebdo* lors du procès des caricatures, en 2006. Les heures tragiques de l'histoire de France imposent parfois de mettre de côté les divergences pour défendre les valeurs communes à tous, qui structurent durablement nos vies et notre pays. Nous vivons ces heures difficiles. Dans ces moments-là, pour le salut de notre démocratie, il n'y a pas de honte à se retrouver aux côtés de femmes et d'hommes qui ne pensent pas toujours comme vous sur d'autres sujets plus conjoncturels.

À gauche aussi, dans ce gloubi-boulga indigeste qu'est ce Nouveau Front populaire, il y a certainement des femmes et des hommes politiques respectables, qui n'ont jamais transigé avec les valeurs

**Votre liberté
n'est pas à vendre**

Charlie Hebdo a toujours emmerdé le Front national et continuera de le faire. Mais *Charlie Hebdo* emmerde aussi une gauche autoritariste qui voudrait nous tordre la main pour nous forcer à glisser dans l'urne le bulletin de vote en sa faveur. Votre liberté n'est pas à vendre, et dans l'isoloir, vous agirez comme bon vous semblera, n'obéissant qu'à votre conscience.

Ce qui se jouera dimanche, c'est 577 élections différentes. Il est absurde de suivre uniformément sur tout le territoire les consignes de vote d'un parti, quel qu'il soit, puisque aucune ne peut prendre en compte la diversité des situations de chaque circonscription.

Ce sera donc à vous, électeurs, de juger seuls, pas uniquement les programmes (dont on sait qu'ils ne sont jamais respectés), mais aussi la personnalité des candidats, leur parcours, leurs décisions et leurs déclarations passées. Ont-ils soutenu, après le 7 janvier 2015, *Charlie Hebdo* pour avoir publié les caricatures du Prophète? Ont-ils donné raison à Samuel Paty d'avoir voulu discuter avec ses élèves des caricatures du Prophète? Ont-ils voté des lois qui ont renforcé la laïcité à l'école. Ont-ils défendu le droit au blasphème? Sont-ils partisans de l'universalisme ou du communautarisme? Ont-ils déclaré que le combat des femmes iraniennes contre le port du voile était légitime? Ont-ils participé aux manifestations contre l'antisémitisme après les pogroms du 7 octobre 2023?

Les candidats qui se sont tenus à distance de ces combats ne sont pas fiables et ne méritent pas votre suffrage.

Car contrairement à ce qu'on vous fait croire depuis plusieurs jours, les revendications de la gauche ne se résument pas aux questions économiques. À chaque fois, c'est la même manipulation : on ne nous parle que de pouvoir d'achat et de hausse des prix, dans le but de faire diversion et de passer sous silence d'autres problèmes beaucoup plus sensibles, comme, par exemple, l'intolérance religieuse. « *La laïcité ne remplit pas le frigo* », entend-on à gauche. Mais le mariage pour tous non plus ne remplit pas le frigo, les droits des LGBT non plus ne remplissent pas le frigo et la lutte contre les violences faites aux femmes non plus ne remplit pas le frigo. Comme par hasard, c'est toujours à la laïcité qu'on fait ce procès absolument malhonnête. Si, dans votre circonscription, le candidat de gauche tient ce genre de raisonnement, ne votez pas pour lui. C'est une planche pourrie.

Dans cette campagne, les candidats ne se bousculent pas pour défendre la laïcité. Surtout à gauche. Si *Charlie Hebdo* n'en parle pas, qui le fera? L'histoire de *Charlie* nous l'impose, et on ne pourrait plus se regarder dans une glace si on se taisait. C'est pour nous une obligation morale. Il est

tiques respectables, qui n'ont jamais transigé avec les valeurs que nous venons d'évoquer. Ils méritent votre voix. À vous de les identifier et de bien les juger.

Au premier tour, le choix sera plus large, donc plus facile. Mais au second tour, si le Rassemblement national se maintient et que le candidat de gauche qu'on lui oppose ne vous inspire pas confiance? La lutte contre le Rassemblement national ne nous oblige-t-elle pas à voter quand même pour des candidats qui sentent le gaz, ce qui malheureusement ne manque pas à gauche? Pas du tout! Vous avez parfaitement le droit de refuser de voter pour un candidat labellisé « de gauche » dont les idées sur les questions de laïcité seraient contraires aux vôtres. Pourquoi? Parce que ce n'est pas vous qui êtes à l'origine de cette situation. Parce que les seuls responsables de cette impasse sont les membres de ce Nouveau Front populaire qui ont validé les candidatures de personnages aux prises de position scandaleuses, aux déclarations hostiles aux valeurs pour lesquelles se bat *Charlie* depuis toujours. Il y a des candidats désignés par ce Nouveau Front populaire qui nous font honte, qui font honte à la gauche, par leur cynisme, par leur malhonnêteté intellectuelle, par leurs trahisons incessantes à l'égard des valeurs républicaines. Ils ne représentent rien de ce que vous êtes, alors ne votez pas pour eux. Ils ne vous méritent pas. Ce n'est pas à vous de rattraper les erreurs de la direction du NFP, en vous forçant à voter pour des usurpateurs qui osent prétendre représenter et diriger la gauche! Ne souillez pas votre carte d'électeur en votant pour des candidats sans foi ni loi, abusivement qualifiés « de gauche ». À la place, votez blanc ou nul. Vous en avez le droit. Dans l'isoloir, vous êtes souverain et n'obéissez qu'à votre conscience. Parce que vous êtes libre, à la fin, c'est vous qui décidez. L'enjeu de cette élection est double : s'opposer au Rassemblement national, mais aussi débarrasser la gauche de ceux qui la prennent en otage depuis des années. ●

Avant de voter, pour savoir si les candidats qu'on vous propose sont des escrocs de l'islamophobie, relisez Charb.

• Éd. *Les Échappés*, 93 pages, 13,90 euros, disponible sur abo.charliehebdo.fr



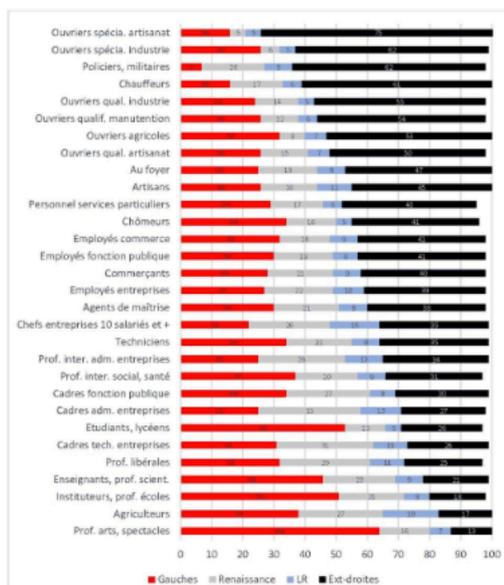
ANNEXE 1 sur les intentions de vote par catégorie professionnelle

Les intentions de vote au premier tour des élections législatives de 2024 par catégorie professionnelle (actifs et retraités) (%) et par grands ensembles politiques.

Source : Luc Rouban, Enquête électorale Cevipof, Fondation Jean Jaurès, Institut Montaigne, Ipsos, Le Monde, Radio France, France Télévisions, vague 6, juin 2024, échantillon N = 11 820.

Lecture : on a distingué quatre ensembles politiques : l'ensemble des gauches, l'ensemble Renaissance et centristes, l'ensemble LR et l'ensemble des extrêmes-droites (intentions de vote pour les candidats RN, Reconquête I, mais aussi LR en soutien au RN et les candidats de droite souverainiste). Ces regroupements permettent de mettre en lumière les rapports de force et le potentiel électoral pour le second tour.

Comme le graphique n'inclut pas les intentions de vote pour les « autres candidats », les totaux ne font pas toujours 100%.



ANNEXE 2 sur les programmes économiques des 3 blocs.

Ici même, sur ce site, plusieurs documents traitent des théories et des faits économiques, en particulier mon « Historique de l'euro » et les « Réflexions que suggère l'actualité » numéros 1 et 2.

Mais l'économiste Olivier Passet, Directeur des synthèses économiques chez Xerfi Canal, vient de consacrer trois vidéos aux programmes économiques des « trois blocs ».

En voici le contenu :

I- « PROGRAMME ÉCONOMIQUE DE « RENAISSANCE »

Comment faire pour incarner la continuité et susciter du désir quand le courant que l'on représente est devenu le point focal du mécontentement ? C'est le défi quasi impossible de Renaissance.

Face aux promesses de rupture des blocs concurrents, armés de promesses sociales fortes, il ne reste plus que la carte de la stabilité. Moi ou le chaos. C'est une carte qui peine à convaincre lorsque la politique raisonnable que l'on incarne est associée à l'une des plus fortes poussées de l'endettement depuis l'après-guerre. Mais elle dispose de quelques arguments dans le contexte de très forte incertitude géopolitique et financière qui caractérise l'économie mondiale depuis 2020 et quand les agences de notation sont aux aguets et quand la Commission européenne tire la sonnette d'alarme. *C'est donc la carte jouée par le parti présidentiel.*

Pause sur la politique de l'offre

Le programme Renaissance, c'est d'abord un statu quo implicite lourd de conséquences. Celui du maintien des réformes déjà actées : fiscalité, retraites, loi du travail, chômage, formation, etc. C'est la spécificité principale d'une plateforme dont la première singularité est de ne pas détricoter l'acquis libéral

macronien. De l'aisance financière des entreprises, de la limitation des risques qui pèsent sur le capital dépend tout le reste : l'emploi, les salaires, l'investissement, l'attractivité. Une politique de l'offre étant à infusion lente, elle a besoin de constance. La seule concession faite à la pression de l'opinion, c'est l'abandon de la thématique de l'accélération des réformes. Il s'agit maintenant de gérer l'acquis, sans pousser plus loin le bouchon.

Pause sur la politique de l'offre donc.

Il faut bien sûr un peu de changement dans la continuité. Le parti présidentiel ne peut ignorer le premier rang que tient la problématique du pouvoir d'achat dans l'opinion. Les mesures de soutien aux dépenses des classes moyennes et populaires sont bien en devanture du programme, mais avec un coût direct ou indirect limité pour les finances publiques. Avec

1/ l'extension de la prime de partage de la valeur, dite Macron, exonérée de charges fiscales et sociales pour les salariés gagnant jusqu'à trois fois le SMIC, avec un plafond porté à 10 000 € par an et une possibilité de mensualisation ;

2/ la baisse de 10 à 15% à partir de février 2025 des tarifs réglementés de l'électricité pour les entreprises et les particuliers ;

3/ le transfert des cotisations sociales des salariés vers la TVA pour augmenter les salaires nets ;

4/ l'exonération des frais de notaire pour les primo-accédants jusqu'à 250 000 euros ;

5/ la création d'un fonds de rénovation énergétique pour les classes moyennes et populaires, avec pour objectif la rénovation de 300 000 logements d'ici 2027.

6/ Et enfin, l'extension de la complémentaire santé solidaire à 1 euro par jour aux retraités, étudiants, indépendants et demandeurs d'emploi sans mutuelle.

Il ne peut ignorer non plus l'urgence écologique. C'est même là que figure l'objectif le plus ambitieux du programme... si ambitieux d'ailleurs qu'il peut être suspecté d'irréaliste : 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2027, c'est héroïque. D'autant que le programme s'en remet exclusivement à l'investissement dans le nucléaire et les énergies renouvelables pour atteindre ses fins... autant dire des processus de longue haleine, ne commettant pas l'imprudence de jouer les taxes. L'ambition risque de surcroît d'être contrariée par le reflux des prix de l'énergie.

Capitaliser sur la peur des concurrents

Mais c'est sur la peur que peuvent susciter le RN et le nouveau front populaire en matière de crédibilité budgétaire que Renaissance entend surtout capitaliser. Il ne lui en faut pas beaucoup pour cela :

1/ la confirmation d'un moratoire sur les hausses d'impôt et

2/ 10 milliards d'économies budgétaires supplémentaires en plus de celles déjà actées.

Même flou que les autres sur le chiffreage ; même absence de bouclage véritable... mais partant de promesses bien moins coûteuses et surdimensionnées que les coalitions concurrentes... cela suffit à créer par contraste un sentiment de sérieux.

Le programme de Renaissance, c'est au fond du « en même temps homéopathique ». Un peu de pouvoir d'achat, un peu de consolidation budgétaire (plus postulée qu'avérée) et un volontarisme écologique qui n'engage rien d'autre que ce qui est déjà acté... Cela s'appelle de la prudence. Et à défaut de rêve, c'est le fonds de commerce sur lequel le parti présidentiel espère déclencher un vote, un vote de résignation à défaut d'être d'adhésion.

II- LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU NFP

Matraquage fiscal et le risque de sanction par les marchés, c'est la grande peur qui entoure le programme du nouveau front populaire. Mais avant de se lancer dans l'examen des moyens et de leurs effets, interrogeons-nous sur le diagnostic et les fins qui sous-tendent ce compromis.

Pour dire les choses sommairement :

- La France est confrontée à une triple urgence, sociale, écologique et industrielle qui exige de mobiliser des ressources financières pérennes.
- Le marché et la finance se sont révélés inefficaces en matière de réorientation industrielle et climatique de l'économie ; c'est donc à l'État d'être le maître d'œuvre de ces transformations.
- La sous-valorisation des salaires, en bas de l'échelle, démobilise le travail et pénalise in fine les entreprises aussi bien en termes de débouchés que de recrutement.

• Le recours disproportionné à la dette a pour première cause la sous-imposition du capital et de ses détenteurs.

Bref, pour que l'État soit moins submergé financièrement par l'urgence sociale et puisse réorienter ses dépenses sur l'investissement, social, écologique, industriel, il faut que les entreprises en fassent plus en matière de distribution primaire du revenu.

Face à cela, quels sont les principaux leviers d'action proposés ?

D'abord, celui de la planification industrielle et écologique, avec plusieurs axes : l'indépendance stratégique sur les domaines des semi-conducteurs, des médicaments, des technologies de pointe, de la voiture électrique, des panneaux solaires ; la structuration de filières françaises et européennes dans le renouvelable, de l'amont à l'aval. Avec une priorité concernant l'éolien en mer. L'objectif de sortie du nucléaire de LFI est abandonné.

Deuxième levier, l'investissement public, avec un gros plan de construction : logement social et isolation thermique notamment. Avec aussi un renforcement des capacités de la santé et l'éducation par plus de postes, plus de rémunérations et moins de déserts administratifs.

Troisième levier, réformer la finance et la gouvernance d'entreprises : par la création d'un pôle public bancaire associant la CDC et la BPI, dédié aux besoins sociaux et environnementaux ; par zéro financement bancaire des énergies fossiles ; par l'augmentation des réserves des banques pour faire face aux risques climatiques ; par l'incorporation d'un tiers de salariés dans les conseils d'administration ; par le conditionnement des aides aux entreprises au respect de critères environnementaux et sociaux.

Quatrième levier le plus médiatisé : booster l'offre de travail et la consommation en revalorisant les bas revenus. Avec notamment une revalorisation de 14% du SMIC, une hausse de 10% du point de la fonction publique, l'alignement du minimum retraite (dit contributif) sur le SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation ou la suppression de la taxe Macron de 10% sur l'énergie... et bien sûr la retraite à 60 ans.

La facture est très lourde. Pour l'État d'abord, avec un flou sur le chiffrage et le timing : pour y répondre la coalition revendique un financement par l'impôt... Les majorations étant concentrées sur les plus hauts revenus et patrimoines : progressivité accrue de l'IR au-dessus de 4 000 euros de revenu ; progressivité de la CSG ; rétablissement et élargissement de l'ISF ; cotisations sociales sur les dividendes, les rachats d'actions, l'épargne salariale, la participation. *Deuxième cible : les grands groupes*, avec une taxation des superprofits, (IAA, grande distribution notamment et plus au plan européen). Enfin quelques taxes écologiques résiduelles, notamment sur le kilométrage des produits importés.

Un pari à 50 milliards d'euros.

Côté entreprise, c'est d'abord un choc salarial, avant d'être fiscal, puisqu'il y a statu quo sur l'IS et les impôts sur la production. Elles doivent néanmoins compter avec une hausse graduelle des cotisations vieillesse et la taxation au moins partielle des heures supplémentaires. Conscient du risque de fragilisation des PME, le nouveau Front ouvre la possibilité d'une modulation selon le type d'entreprises, d'une protection de la sous-traitance, et d'un accompagnement financier des TPE/PME.

Face à ce programme, toujours la même controverse historique. Soit la volonté initiale s'étiolera dans le jeu des compromis entre les 50 nuances du nouveau Front. Soit l'intention de rupture initiale viendra se désintégrer sur le mur de l'argent et de la compétitivité. Sans entrer dans ce débat trop rabâché, s'il fallait retenir une seule question, c'est celle-ci : dans un contexte historiquement tendu des finances publiques, plus d'impôts fait-il plus de rentrées fiscales ? L'intention de financer le modèle français par de l'impôt équitable est louable. Mais augmenter la part des salariés rémunérés au SMIC, cela réduit le rendement des cotisations sociales quasi inexistantes à ce niveau de salaire, augmenter la masse salariale c'est diminuer les entrées d'IS ; taxer le capital, c'est taper sur l'assiette la plus volatile. Bref, miser sur 50 milliards de rentrées fiscales immédiates est héroïque. Et se louper sur ce pari, aujourd'hui et maintenant, une erreur qui ne pardonne pas.

III- LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU RN

Ne partons pas bille en tête sur le caractère financièrement insoutenable du programme économique du RN. C'est le parti-pris habituel des commentateurs et à vrai dire, il pourrait s'appliquer à la plupart des

programmes qui misent d'abord sur leur succès pour s'autofinancer. Demandons-nous d'abord ce qui est prioritairement visé dans ce programme aux allures de souverainisme social.

Le cœur de cible symbolique du RN, ce sont les petits et les moyens revenus, côté ménages, les petites et moyennes entreprises côté offre. Avec deux priorités qui structurent la politique économique : le pouvoir d'achat, l'entrepreneuriat.

Question subsidiaire, aux dépens de qui et de quoi se bâtit cette politique... du moins en apparence ? Des grandes fortunes, des grandes entreprises, du climat, des étrangers, de l'Europe, du long terme. Cela a le mérite d'être simple et de prendre à contre-pied l'imaginaire macronniste soupçonné de s'intéresser en priorité aux premiers de cordée (champions du CAC 40, start-up nation, détenteurs de patrimoine, etc.), et de sanctionner les chômeurs, les carrières longues et pénibles, les décrochés du système. Il faut mettre cependant beaucoup de conditionnel à ce programme non stabilisé encore. L'écart risque d'être significatif entre ce qui est proposé et ce que permettra la contrainte budgétaire très tendue du moment ; et surtout l'état du droit constitutionnel, de nombreux dispositifs risquant de buter sur le principe d'égalité devant la loi.

Soutien ciblé sur le pouvoir d'achat et stratégies pour stimuler l'offre

Le soutien au pouvoir d'achat, notamment au bas et au milieu de l'échelle, devrait passer a priori par plusieurs leviers :

1. la baisse de la TVA sur l'énergie et les produits de première nécessité ;
2. la suppression des charges sociales sur les augmentations de salaires, jusqu'à 10% pour les rémunérations inférieures à 5 000 euros par mois ;
3. la suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans ;
4. une priorité d'accès à l'emploi public et au logement pour les citoyens français ;
5. l'abolition quasi-intégrale des droits de succession sur les classes moyennes et les classes populaires ;
6. une sortie du marché européen de l'électricité pour faire bénéficier le consommateur du coût national de production ;
7. l'abolition de la redevance avec la privatisation de l'audiovisuel public ;
8. enfin, même si la retraite à 62 ans n'est plus mise en avant, on peut supposer qu'un geste sera fait en direction des carrières longues, ceux ayant commencé à travailler avant 20 ans.

Côté offre, la cible est le petit patron : avec une baisse des impôts sur la production, centrée sur les PME, TPE ; un allègement des impôts sur les transmissions d'entreprises ; une exonération d'IS durant 5 ans pour les jeunes entrepreneurs ; un accès prioritaire aux commandes publiques françaises pour les entreprises nationales, doublé d'un grand flou sur d'éventuelles autres mesures protectionnistes.

L'illusion d'un programme favorable aux classes moyennes

Sur le papier, le RN prétend taxer d'abord le haut de la pyramide des revenus et de la richesse : impôts sur les superprofits des entreprises et sur le patrimoine financier des ménages (incluant les assurances-vie et autres placements). Tout cela étant doublé d'une lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Le parti ne s'encombre pas non plus d'un cahier des charges environnemental contraignant : jamais ne sont évoqués la sortie des énergies fossiles ou la neutralité carbone ; l'écologie version RN met le cap sur le nucléaire de nouvelle génération ou l'hydrogène et torpille les énergies renouvelables avec un refus de construction de nouvelles éoliennes et le démantèlement du parc existant. C'est aussi une renégociation de la contribution française à l'UE et le refus de nouveaux impôts européens. C'est l'exclusion des étrangers ayant travaillé moins de 5 ans en France de certaines prestations sociales et la limitation de l'immigration. Ce programme est-il aussi favorable aux classes moyennes qu'il le prétend ? Non. Les grosses fortunes immobilières, les hauts revenus énergivores y trouvent leur compte notamment. Est-il bien financé ? Non. Joue-t-il le présent au détriment du long terme ? Oui. Regorge-t-il de faux cadeaux fiscaux déjà largement entérinés (notamment sur les transmissions) ? Oui. Est-il blindé du point de vue constitutionnel ? Non. Effraie-t-il vraiment les grands intérêts économiques ? Non. Sauf qu'il a l'apparence pour lui et les arguties d'experts contre lui, autrement dit la langue absconde d'une élite inaudible. S'aventurer sur le terrain de la déconstruction rationnelle est peine perdue. La pédagogie de la peur, du déclin et du "no alternative" utilisée par les gouvernements successifs depuis des décennies a fini par enfanter ce qu'elle devait enfanter. Un bras d'honneur qui ne se combat pas en quelques semaines. Pierre Veltz avait parlé d'économie désirable... seule antidote véritable aux convulsions de l'époque... mais cela ne s'écrit pas en 15 jours ».